

# Produire des données d'utilité publique

L'enquête internationale dite des "implant files" a montré que le marché des dispositifs médicaux implantables est trop peu contrôlé. En novembre 2018, divers médias ont publié des résultats de ces investigations approfondies, montrant que les autorités laissent largement ce marché au bon vouloir des firmes. Ces données d'utilité publique mettent les autorités publiques devant leurs responsabilités (lire "Pour une véritable autorisation de mise sur le marché des dispositifs médicaux les plus à risques", p. 154).

Produire des données d'utilité publique, c'est aussi ce qu'a fait Irène Frachon, en s'appuyant notamment sur *Prescrire*, pour révéler l'ampleur du désastre Mediator<sup>o</sup> et mettre au jour ce que beaucoup niaient, au sein de la firme, à l'Agence française du médicament, et parmi les soignants : oui, le *benfluorex* a toujours été un anorexigène amphétaminique, avec des effets indésirables cardiaques prévisibles. Le procès Mediator<sup>o</sup> devrait s'ouvrir dans quelques mois. Cette affaire résulte en partie d'un manque de distance des professionnels avec les entreprises du médicament, encore aujourd'hui très sollicitées pour se former, se réunir, voyager, étudier, se restaurer.

Des données d'utilité publique, c'est aussi ce qu'apporte le média en ligne indépendant *Basta!* ([www.bastamag.net](http://www.bastamag.net)), dans une série d'articles publiés en novembre 2018 (les "Pharma papers"). Il y est décrit à quel point l'argent des firmes irrigue la plupart des revues médicales, la formation des médecins, des campagnes publicitaires grand public, des associations de patients, des participations aux congrès promotionnels, et finance un lobbying sur les responsables politiques en France et en Europe. Pour obtenir ces données, les journalistes de *Basta!* ont utilisé l'interface [eurosfordocs.fr](http://eurosfordocs.fr), une initiative citoyenne qui facilite l'utilisation de la base de données française des liens d'intérêts entre les acteurs du secteur de la santé et les entreprises ([www.transparence.sante.gouv.fr](http://www.transparence.sante.gouv.fr)). Ils ont montré l'ampleur des liens, quand beaucoup de professionnels de santé sont encore dans le déni.

Disposer d'informations fiables sur les produits de santé est aussi d'utilité publique. Ces informations sont cruciales pour des soins éclairés, prenant en compte les avantages établis et les risques prévisibles et connus. Produire des données fiables sur les médicaments, sur le fonctionnement des agences du médicament censées protéger les patients, sur l'évolution de la réglementation, sur les influences qui pèsent sur les acteurs du système de soins, pour aider ceux qui agissent d'abord dans l'intérêt des patients : c'est la raison d'être de *Prescrire*. Depuis 38 ans, avec le soutien de dizaines de milliers d'abonnés qui font la démarche de payer le prix de la production régulière d'une information indépendante.

**Prescrire**

ÉDITORIAL